



Hiver 2009

Coûts énergétiques : comment les agriculteurs peuvent-ils s'en sortir?

George Scott se souvient bien de la période où le prix du baril de pétrole s'élevait à 140 \$. C'est ce qui l'a amené à participer à la conférence sur des solutions énergétiques pour les agriculteurs, qui s'est tenue à Moncton.

« J'utilise de nombreuses chaudières à mazout pour chauffer mes six acres de serres », explique M. Scott, directeur général de la pépinière Scott's Nursery Ltd., située à Lincoln (Nouveau-Brunswick). « Après les fortes hausses du prix du pétrole cette année, je suis à la recherche de nouvelles sources de chaleur. »

George Scott faisait donc partie des 200 participants de la conférence des 18 et 19 novembre, présentée comme la première conférence sur l'énergie du Canada atlantique consacrée exclusivement aux agriculteurs.

L'événement a été organisé par les fédérations de l'agriculture du Canada atlantique, les gouvernements provinciaux et Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il a de plus bénéficié des financements des conseils d'adaptation de la région, grâce au Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire du ministère fédéral.

L'objectif de cette conférence était de trouver des réponses quant à la hausse spectaculaire du coût de l'énergie qui se répercute sur celui de la production agricole, et de réfléchir à la façon de



Thomas Homer-Dixon

généraler des revenus à partir des nouvelles sources d'énergie.

Alors que des spécialistes de l'énergie expliquaient comment la modification des systèmes d'éclairage et de chauffage constituait un moyen de réaliser des économies de plusieurs milliers de dollars par an, les spécialistes du secteur et les exploitants agricoles partageaient leurs points de vue sur les énergies solaire et éolienne, les biogaz, et les biocarburants pour pompe à piston issus des cultures.

Laurence Nason, ancien directeur général de la Nova Scotia Federation of Agriculture, a expliqué qu'on lui avait demandé d'organiser cette conférence pour répondre à la panique provoquée par la flambée des prix du pétrole de cette année.

Chaque fois que le prix du litre de pétrole augmente d'un cent le litre, les coûts des exploitations agricoles canadiennes grimpent d'environ 27 millions de dollars.

« Comme c'est le cas pour de nombreux problèmes en agriculture, il a fallu qu'une crise se produise pour que l'on s'intéresse à l'énergie », déclare M. Nason.

« Nous avons voulu prendre du recul et examiner tous les problèmes liés à l'énergie, notamment les économies pouvant être réalisées, la production d'énergie sur l'exploitation, les nouvelles sources d'énergie et le rôle que nous pouvons jouer dans la réduction des gaz à effet de serre. » Janet Steele, directrice régionale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada au bureau régional de l'Atlantique, explique que l'ordre du jour a été établi de manière à atteindre les objectifs de cette conférence.

« Nous sommes partis du principe qu'une solution énergétique est viable uniquement si elle fonctionne dans votre exploitation », ajoute-t-elle. « Nous souhaitons que les gens repartent de cette conférence avec des renseignements concrets sur les solutions énergétiques à court et à long terme, qu'il s'agisse de réaliser des économies ou de générer des revenus. »

Les organisateurs voulaient également aider les agriculteurs de la région à se situer sur la scène économique et environnementale quant à la diminution des réserves de pétrole et au changement climatique.

Bien que la conférence ait eu lieu à un moment où le prix du pétrole était en baisse, le conférencier d'honneur, Thomas-Homer Dixon, a déclaré aux participants que le prix de l'or noir allait s'accroître à nouveau et que les problèmes liés au changement climatique allaient continuer à s'aggraver.

« La production mondiale de pétrole est probablement en train d'atteindre son niveau maximal. Nous consommons six à dix fois plus de pétrole que nous n'en découvrons », a expliqué l'auteur primé de *The Upside of Down: Catastrophe, Creativity, and the Renewal of Civilization*.

« Nous sommes en train de passer de l'âge du pétrole à l'âge postpétrole. »

Mais une hausse du prix du pétrole due à une augmentation de la demande pourrait bien jouer en

faveur des agriculteurs en orientant les choix des consommateurs vers des produits locaux.

« La hausse du prix de l'énergie va provoquer une augmentation du prix des denrées alimentaires venant de loin, ce qui vous permettra d'être de plus en plus compétitifs », déclare M. Homer-Dixon.

« Dernier point positif : cela devrait améliorer la résistance de nos systèmes alimentaires face aux aberrations et aux chocs venant de l'extérieur de la région. »

Pour les agriculteurs présents souhaitant se prémunir contre une hausse du coût de l'énergie en se lançant dans la production d'énergie, cette conférence a été motivante, tout en les incitant à la réflexion.

« La production mondiale de pétrole est probablement en train d'atteindre son niveau maximal. Nous consommons six à dix fois plus de pétrole que nous n'en découvrons. »

Bien que les éoliennes, les panneaux solaires et les biocombustibles permettent aux agriculteurs de faire de leur exploitation une centrale de production d'énergie, il peut se passer des dizaines d'années avant que cet investissement ne devienne rentable.

Le prix d'une éolienne peut varier de 10 000 à plus de 200 000 \$.

Pour Cedric MacLeod, président de MacLeod Agronomics Ltd., le recours à des systèmes d'énergie renouvelable ne veut pas dire suivre le mouvement des technologies de l'énergie verte, très en vogue en ce moment. Il s'agit plutôt de réaliser un investissement énergétique sûr et durable.

« Il ne s'agit donc en rien ici d'une lubie », affirme-t-il. « Cela peut être un moyen de ne plus être rattaché au réseau de distribution d'électricité et d'acquérir une certaine indépendance énergétique. »

Ray Carmichael, responsable du développement industriel de biocarburants, dit rester optimiste quant à la création d'énergie à partir des cultures, mais il admet que certains problèmes se posent.

« En ce moment, l'étagère en plastique sur laquelle j'expose nos produits dans l'entrée a plus de valeur

que les marchandises en elles-mêmes », explique M. Carmichael, directeur du développement commercial chez Greenway Oil Inc.

La raffinerie de Waterville (Nouveau-Brunswick) appartient à quatre producteurs de pommes de terre et est spécialisée dans la fabrication de biodiésels, de diluants et de lubrifiants produits à partir d'huile de canola, de moutarde et de soja.

« Je suis toujours confiant quant à l'avenir des biodiésels. Néanmoins, plusieurs paramètres devront se conjuguer : une politique gouvernementale devra être définie, un plus grand nombre d'infrastructures de distribution devront être mises en place, les consommateurs devront être prêts à payer une prime afin de participer à la préservation de l'environnement et le prix du pétrole devra rester à un niveau qui rende les biocarburants plus compétitifs. »

Le gouvernement du Canada s'est fixé les objectifs suivants : l'essence devra contenir 5 % de carburant renouvelable d'ici 2010, et le diésel et le mazout devront en contenir 2 % d'ici 2012.

Bien que les inquiétudes sur le changement climatique et la hausse des prix de l'énergie aient suscité un regain d'intérêt pour

les nouvelles sources d'énergie, il a également été expliqué aux participants de la conférence que le meilleur moyen de réaliser des économies était d'utiliser l'électricité avec parcimonie.

D'après les résultats d'une enquête menée récemment sur plus de deux douzaines d'exploitations dans le cadre d'un projet pilote du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, les agriculteurs pourraient réduire leur facture énergétique de 50 % en modifiant leur manière de se chauffer ou de s'éclairer.

Le projet pilote sur les économies d'énergie dans l'agriculture est le fruit de la collaboration des associations agricoles, des gouvernements provinciaux, des groupes environnementaux et des collèges et universités. Il a également bénéficié de l'aide financière d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Le ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse a récemment créé un poste de spécialiste de l'énergie en agriculture afin d'aider les agriculteurs de sa province à réaliser des économies d'énergie.

Ron MacDonald, qui a participé à la mise en œuvre de l'enquête et qui a fait une présentation à la conférence, dit ne pas être surpris par l'ampleur des économies d'énergie pouvant être réalisées.

Il a vu des exploitations qui consommaient huit fois plus d'énergie que d'autres, alors qu'elles présentaient exactement les mêmes caractéristiques.

« La plus grosse erreur que la plupart des gens, dont les agriculteurs, commettent, est qu'ils ne connaissent pas la quantité d'énergie qu'ils consomment réellement », explique M. MacDonald, qui dirige Agviro Inc, une entreprise ontarienne d'ingénierie spécialisée dans les économies d'énergie dans l'agriculture.

« Les économies d'énergie devraient être la pierre angulaire de tout programme énergétique d'une exploitation. En effet, une fois que des mesures ont été prises pour réduire la consommation d'énergie, les économies réalisées sont valables indéfiniment. »

« La plupart des exploitations pourraient réaliser au moins 30 % d'efficacité énergétique avec un investissement minimal. »

Pour Jim Gillespie, un producteur de pommes et de pêches de Berwick (Nouvelle-Écosse), cette conférence lui a permis de rencontrer des gens qui peuvent l'aider à atteindre son but ultime : rendre son exploitation totalement respectueuse de l'environnement.

Il explique : « Je veux que mon exploitation n'ait aucun impact négatif sur l'environnement, mais plutôt qu'elle ait des répercussions positives sur celui-ci à tous les points de vue, notamment concernant l'utilisation de l'énergie. »

Et il sait de quoi il parle. En installant un système de chauffage géothermique dans leur maison construite il y a 200 ans, ses beaux-parents possèdent la plus vieille maison écoénergétique du Canada.

Mais M. Gillespie, qui travaille déjà en dehors de son exploitation pour rentrer dans ses frais, sait aussi que cette transformation doit se faire en fonction du budget de l'exploitation.

« Cela ne va pas se faire du jour au lendemain », précise-t-il. « Il faudra passer par des étapes successives. »

Créer de la chaleur avec des granules d'herbes

Bien que certaines terres agricoles de la région soient inutilisées et que l'avenir du prix du pétrole soit très incertain, la Middle Musquodoboit Agricultural Society de Nouvelle-Écosse cherche un moyen de transformer les terres agricoles sous-exploitées en sources d'énergie.

Les chercheurs tentent de déterminer si des granules fabriqués à partir d'alpiste des Canaries pourraient servir de combustible de chauffage.

Agri-Futures Nova Scotia, dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a versé 9 600 dollars à la société pour ce projet.

« Il y a de moins en moins d'exploitations agricoles dans notre secteur, et des terres restent inexploitées, sans générer aucun revenu commercial », explique Jim Higgins, porte-parole de la société. « C'est vraiment ce qui nous a motivés dans ce projet. »

L'alpiste des Canaries est une grande plante vivace, qui peut atteindre 2,5 mètres de hauteur.

Selon M. Higgins, les granules d'herbe sont moins coûteux à produire que les granules de bois qui sont de plus en plus utilisés chez les propriétaires de poêle à bois, et leur combustion est propre et efficace.

Mais avant de se lancer dans la production commerciale de cette plante, il reste à résoudre un problème important : les granules d'alpiste, lorsqu'elles sont brûlées, produisent de l'acide chlorhydrique, une substance très corrosive.

L'herbe génère également davantage de cendres que les granules de bois.

Mais M. Higgins espère bien que ces défis pourront être relevés.

« Ce sont des points sur lesquels nous allons devoir nous pencher », déclare-t-il. « En raison du grand

engouement suscité par ce projet, en particulier chez les propriétaires fonciers, nous essayons de trouver un client qui pourrait y voir un intérêt commercial. »



Blanc et vert Le marché du bio verse des primes aux producteurs de lait

Pour Joe Dorgan, de l'Île-du-Prince-Édouard, le premier défi à relever pour passer à la production laitière biologique était de changer d'état d'esprit, mais une fois qu'il y est parvenu, il était sur la bonne voie.

Son troupeau de 160 bovins, à deux pas de la pointe ouest de l'île, a été l'un des premiers à obtenir l'appellation biologique.

La plus petite province du Canada compte aujourd'hui quatre producteurs laitiers certifiés biologiques et le premier fromage biologique

fabriqué dans cette région sera en vente sur l'île au mois d'octobre.

Le Conseil ADAPT de l'Île-du-Prince-Édouard, dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a versé 66 400 dollars pour aider ce nouveau secteur à adopter des pratiques biologiques.

Pour pouvoir parler d'élevage biologique, aucun produit ou engrais chimique ne doit être utilisé dans la nourriture, et les bêtes ne doivent plus être soignées avec les médicaments habituels, mais avec des remèdes naturels comme de la vitamine C ou du vinaigre de cidre.

M. Dorgan prévient tous ceux qui souhaiteraient franchir ce pas.

« Au début, la production va diminuer, mais elle se remettra très vite », explique-t-il. « Et en plus, nous touchons désormais une prime pour notre lait. »

M. Dorgan ajoute qu'avant qu'il ne se mette au biologique, ses vaches ne sortaient pas beaucoup de l'étable. Maintenant, elles passent leurs journées dans un champ de pâturage clôturé. Pendant les mois d'hiver, il effectue un roulement dans l'étable entre les bêtes afin qu'elles puissent toutes passer du temps dans les stalles, où elles ont la place qu'il faut pour se dépenser.

Une fois par mois, Joe et les autres membres de l'association naissante P.E.I. Organic Dairy Club se retrouvent pour comparer leurs expériences et partager leurs idées. Selon lui, ces retours d'information ont été indispensables au lancement de la marque de produits laitiers biologiques de l'Île-du-Prince-Édouard.

Un autre élément essentiel a été le soutien apporté par Roger Henry, un conseiller agricole qui travaille avec l'association, et par Susan MacKinnon, spécialiste en agriculture biologique au ministère de l'Agriculture de l'Î.-P.-E.

Au cours de ces deux dernières années, M. Henry et l'Organic Dairy Club ont travaillé avec Amalgamated Dairies et Purity Dairy pour mettre en place une nouvelle gamme de produits biologiques. En ce moment, l'accent est mis sur la production de fromages, et la vente de lait de consommation biologique n'est pas encore prévue.

« Cependant, il ne faut pas espérer dominer le secteur à ce stade, car le marché maritime est largement ouvert.

« Je pense vraiment que le moment est venu », déclare M. Dorgan. « Les consommateurs veulent en savoir plus sur la manière dont est produite la nourriture qu'ils consomment et je suis persuadé qu'ils préféreraient acheter localement. »

La préservation du sol jette les bases de l'agriculture biologique

« À chaque fois que nous abordons le sujet des sols durant notre conférence annuelle, la salle est comble », déclare Beth McMahon, directrice générale de l'Atlantic Canadian Organic Regional Network (ACORN).

L'ACORN a récemment organisé une série d'ateliers sur ce thème à travers le Canada atlantique, qui a attiré un public composé aussi bien d'agriculteurs biologiques que traditionnels.

« Avoir un environnement édaphique sain est quelque chose que tout le monde souhaite et c'est non seulement le fondement de l'agriculture biologique, mais également celui de l'agriculture dans son ensemble », déclare-t-elle.

Selon M^{me} McMahon, ces ateliers sont un bon moyen de faire partager leurs expériences aux producteurs biologiques locaux.

« La plupart des données expérimentales qui ont été recueillies sur l'agriculture biologique sont issues des régions centrales du Canada et des États-Unis », ajoute-t-elle. « Il serait plus pertinent que les producteurs entendent les expériences de personnes appartenant à la même région qu'eux. »

Dans l'un des ateliers, par exemple, un agriculteur local a évoqué la manière dont il a fait face aux problèmes de teneur en pH de son sol, d'utilisation du gypse, de la rotation des cultures et du contre-ensemencement.

Vous pouvez accéder aux résumés des ateliers à partir du site Web de l'ACORN, au www.acornorganic.org.

Les chercheurs souhaitent trouver un terrain d'entente et des solutions communes pour l'agriculture du Canada atlantique

L'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick recrute un chercheur dont le rôle sera de déterminer les problèmes rencontrés fréquemment par les agriculteurs du Canada atlantique et qui pourraient être mieux résolus par une action conjointe.

Cette embauche est financée par un projet de partenariat du Canada atlantique de 20 000 \$, dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Le chercheur rencontrera les associations agricoles de la région, dressera une liste des principaux problèmes et préparera un rapport.

Ce rapport devrait contribuer à la mise en place d'une nouvelle manière d'envisager l'agriculture dans la région, en prenant en considération des facteurs propres au Canada atlantique, comme le climat ou l'économie.

Un nouveau répertoire destiné à montrer que le bois n'est pas la seule ressource des forêts

Les personnes à la recherche de débouchés pour leurs produits forestiers non ligneux seront maintenant en mesure de se faire connaître grâce à un répertoire créé par le ministère des Ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse, des représentants d'autres provinces de l'Atlantique et l'État du Maine.

« From our Atlantic Woods » diffuse gratuitement des renseignements sur les produits et services issus des produits forestiers non ligneux.

Que sont les produits forestiers non ligneux? Ce sont les biens ou services issus des forêts, autres que les produits du bois traditionnels, comme le bois d'œuvre ou le bois à pâte.

On citera par exemple aussi bien des produits issus de ressources brutes, comme les crosses de fougères, les champignons, les écorces de bouleau et la résine de pin, que des produits à valeur ajoutée, comme le sirop d'érable, la gelée d'églantine, le vin de baies et les meubles en saule tressé.

Un ensemble de services, comme l'écotourisme et les excursions ornithologiques, sont également cités dans le répertoire.

L'objectif de ce répertoire est d'encourager le développement de ce secteur dans la région.

On y trouvera des photos, des recettes, des renseignements sur les usages passés et présents des produits dont il est question et des renseignements sur les récoltes. Ce répertoire sera également disponible en ligne.

Toute personne souhaitant bénéficier de cette initiative promotionnelle GRATUITE est invitée à communiquer avec Sarah d'Apollonia, au 1-866-226-7577, ou à envoyer un courriel à l'adresse suivante : woodlot@gov.ns.ca. Vous trouverez également des renseignements supplémentaires sur ce projet au www.ntfp.infor.ca.

Les éleveurs de bétail s'ouvrent au monde pour trouver de nouvelles idées de marketing

Dans les marchés à bestiaux concurrentiels d'aujourd'hui, le vieil adage selon lequel nous agissons de cette manière car c'est ainsi que nous l'avons toujours fait n'a plus cours.

C'est pourquoi de nombreux agriculteurs cherchent de nouvelles façons innovantes de mettre leurs bêtes sur le marché.

La Sussex and Studholm Agricultural Society, qui possède deux établissements de vente de bétail aux enchères au Nouveau-Brunswick, a uni ses forces à des groupes industriels et aux gouvernements fédéraux et provinciaux pour faire appel aux services d'une société d'experts-conseils afin de se pencher sur les initiatives prises par les

acteurs mondiaux du marché du bétail en matière de marketing.

Le Conseil agricole du Nouveau-Brunswick a octroyé des fonds à cette étude, dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

« Nous avons demandé aux experts-conseils de se tourner vers des régions du monde ayant une taille à peu près similaire à celle du Nouveau-Brunswick, et de voir de quelle manière les agriculteurs commercialisent leurs animaux », explique Dave Arsenault, porte-parole de la société.

« Il y a sûrement des moyens plus efficaces de vendre nos produits, comme les enchères en ligne. C'est le genre de choses auxquelles nous souhaitons que les experts-conseils s'intéressent. »

Bien que les ventes aux enchères d'animaux vivants aient été à l'ordre du jour au Nouveau-Brunswick, M. Arsenault explique que les professionnels du secteur craignent que les bêtes ne développent plus facilement des maladies lorsqu'elles sont rassemblées en grand nombre.

D'autre part, personne ne veut priver les agriculteurs de tirer le meilleur profit possible de la vente de leurs troupeaux.

« Depuis plusieurs années, peu de changements ont eu lieu dans la province quant à la manière de commercialiser le bétail, et nous avons pensé que le meilleur moyen de faire bouger les choses était de prendre du recul et de faire appel à un tiers afin d'obtenir un avis objectif sur le sujet. »

Bien que cette étude soit propre au Nouveau-Brunswick, elle devrait également avoir des répercussions positives sur les autres provinces de l'Atlantique.

L'industrie laitière met en place un plan d'urgence étape par étape

Afin de mieux se préparer aux situations d'urgence menaçant l'industrie laitière, comme les épidémies, un plan de gestion des situations d'urgence est en train d'être élaboré pour les producteurs laitiers de l'Atlantique. Ce plan comprendra des procédures

d'intervention étape par étape, du matériel didactique et des exercices d'urgence.

Ce plan est élaboré par l'Atlantic Dairy Farmers Emergency Management Planning Committee, qui compte des représentants de chacun des quatre comités laitiers de l'Atlantique et des gouvernements provinciaux.

Ce projet est financé dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, en tant qu'initiative commune d'Agri-Adapt Council Inc., d'Agri-Futures Nova Scotia, du PEI ADAPT Council et du Conseil agricole du Nouveau-Brunswick.

« La situation est assez similaire dans toute la région », affirme M. Arsenault. « C'est pourquoi nous voulons nous tourner vers d'autres régions de même taille.

« Il n'y a pas d'intérêt à nous comparer aux provinces de l'Ouest du Canada ou aux grandes régions d'élevage des États-Unis, car leur volume de production est tout simplement trop important. »

L'industrie avicole de l'Atlantique se prépare aux situations d'urgence

Plus vite nous interviendrons, plus le retour à la normale sera rapide.

Voilà le mot d'ordre dans le secteur agricole lorsque survient une épidémie.

Il existe des procédures bien précises à mettre en œuvre une fois qu'une épidémie a été détectée et officiellement confirmée chez une espèce animale ou végétale. Cependant, il arrive qu'un temps précieux soit perdu entre la découverte initiale et l'élaboration d'un diagnostic.

Afin de réduire cet écart, Chicken Farmers of Nova Scotia, Nova Scotia Egg Producers et Nova Scotia Turkey Producers Marketing Board sont en train d'élaborer un plan opérationnel d'intervention d'urgence pour l'industrie avicole.

Ce projet est coordonné par AgraPoint International, et Agri-Futures Nova Scotia participe à cette

initiative à hauteur de 55 000 \$, dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Un comité présidé par Alex Oderkirk d'AgraPoint a mis en œuvre le plan d'intervention d'urgence ainsi que le manuel de ressources complémentaire.

« Notre comité est composé de vétérinaires, de représentants du gouvernement provincial et fédéral, d'industriels, de responsables d'établissements de couvaison et de provenderies, et de producteurs, et nous voulons nous assurer qu'ils trouvent un terrain d'entente », explique M. Oderkirk.

L'objectif est de produire un document dans lequel une intervention est recommandée pour chaque maladie, même lorsque celle-ci n'est que supposée.

Le groupe de travail a déjà rédigé une ébauche de politiques et effectué plusieurs tours d'essai.

« Nous sommes en train d'apporter les dernières mises au point, mais d'une certaine manière, ce document sera en constante évolution, notre but ultime étant d'accroître la biosécurité et d'empêcher la propagation des menaces », explique M. Oderkirk.

Le comité se réunira tous les trimestres afin de discuter et de débattre de toute éventuelle modification devant être apportée au plan.

Dans un contexte mondial, arrêter une menace avant qu'elle ne se propage permet souvent de conserver un marché et d'éviter une fermeture totale des frontières.

Une fois qu'une menace supposée est confirmée, les procédures fédérales et provinciales se mettent en place, atténuant ainsi l'impact de cette menace.

Actuellement, le plan ne concerne pas les catastrophes naturelles, mais il peut facilement être adapté pour contrer des menaces telles que les inondations, les sécheresses ou les ouragans.

Le Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire (PASCAA) est un programme doté d'un financement de 240 millions de dollars, sur cinq ans, qui vise à positionner le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada à l'avant-garde, de manière à saisir les nouveaux débouchés. L'Initiative des marchés de biocarburants pour les producteurs (IMBP), une initiative lancée dans le cadre du PASCAA est un programme de 20 millions de dollars qui permettra aux agriculteurs et aux collectivités rurales d'entreprendre des études de faisabilité ainsi que d'autres analyses nécessaires à la création et à l'élargissement de la capacité de production de biocarburants. Au Canada Atlantique, la réalisation de ces programmes est assurée par les groupes de l'industrie suivants :

Nouveau-Brunswick: Conseil Agricole du Nouveau Brunswick Inc.

Contact : Monique Mills, Directrice générale

Courrier : 850 chemin Lincoln, Suite 266, Fredericton, N-B, E3B 9H8

Téléphone: 506-450-3891

Télécopieur: 506-450-7197

Courriel: acaafpascaa@nb.aibn.com

Site Internet: www.nbfarm.com/nbac-canb/

Terre-Neuve et Labrador: Conseil Agri-Adapt Inc. de Terre-Neuve et Labrador

Contact: Andrea Bourne, Directrice générale

Courrier: 308 chemin Brookfield, Mount Pearl, Terre-Neuve A1N 3C9

Téléphone: 709-747-4874

Télécopieur: 709-747-8827

Courriel: fed.agric@nf.sympatico.ca

Site Internet: <http://www.nlfa.ca/aaci.php>

Nouvelle-Écosse: Agri-Futures Nouvelle-Écosse

Contact: Richard B. Williams, Directeur général

Courrier: 332 rue Willow, Suite 201, Truro, Nouvelle-Écosse, B2N 5A5

Téléphone: 902-895-4454

Télécopieur: 902-925-2594 ou 893-7063

Courriel: richard@agri-futures.ns.ca

Site Internet: <http://www.agri-futures.ns.ca>

Île-du-Prince-Édouard: Conseil ADAPT IPÉ

Contact: Phil Ferraro, Directeur général

Courrier: The Farm Centre, 420 avenue University, Bureau 103 Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, C1A 7Z5

Téléphone: 902-368-2005

Télécopieur: 902-368-2520 (appeler avant)

Courriel: adapt@pei.aibn.com

Site Internet: <http://www.peiadapt.com>

This document is also available in English - Atlantic Agri-News.